



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille quatorze le 15 avril, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 8 avril 2014, sous la présidence de Monsieur DENIS BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, Mme FLORENTIN, M. VERDIER, M. ELIAS, Mme DUBOURG, M. LIMINIANA, Mme BESNAULT, Mme HERMILLY, M. INOCENCIO, Mme BERTHIOT, M. MONMARCHON, Mme BAYLE, M. SABOURAUD, Mme LUCKHAUS, Mme QUERAL, Mme LANDAIS, M. BODIN, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

Mme HOLGADO à Mme SARRAUTE, M. GABARD à M. RIMARK

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme LUCKHAUS est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 25

Conseillers votants : 27

Pour : 27

Contre : 0

Abstention : 0

20 – SUBVENTION AUX ASSOCIATIONS - ATTRIBUTION INDIVIDUELLE EXCEPTIONNELLE

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

La municipalité apporte son concours à la vie associative locale notamment par le biais des subventions.

L'association « Stade Blayais Haute Gironde Handball » vient de se qualifier pour le ¼ de finale de la Coupe de France départementale de Handball.

Dans le cadre de la compétition nationale, le club doit rencontrer un club de la Drôme à Jacou, en banlieue de Montpellier.

Afin de pouvoir emmener l'équipe de Blaye, le « Stade Blayais Gironde Handball » sollicite la ville pour une subvention.

Il est donc proposé au conseil municipal d'allouer une subvention exceptionnelle d'un montant de 300€.

Les crédits de cette subvention sont inscrits à l'article 6748 du budget communal.

Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits:

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 18/04/14
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20140415-12481-AU-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur FRANCIS RIMARK

